

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation et de l'environnement

Arrêté de mise en demeure

GIE CHALON ENROBES
Parcelle 368 ZC
Rue Joseph Cugnot
71380 SAINT-MARCEL

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

N° 2014 155-0008

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L 171-8, L171-6 et, L514-5,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 16 septembre 2004 à la société SARL CHALON ENROBES pour l'exploitation d'une centrale d'enrobage sur le territoire de la commune de SAINT MARCEL,

VU l'article 20.4 relatif aux contrôles périodiques des émissions sonores de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 susvisé qui dispose : « *L'exploitant doit réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les trois ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.* »,

VU l'article 32.1 relatif à la surveillance des eaux souterraines de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 qui dispose : « *Les résultats et analyses pratiquées devront être transmis à l'Inspecteur des Installations Classées ainsi qu'au service chargé de la police de l'eau, après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension* »,

VU la fiche de constatations de l'inspecteur de l'environnement transmise à l'exploitant par courrier en date du 17 avril 2014 conformément à l'article L171-6,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission de la fiche de constatations susvisée,

Considérant que, lors de la visite d'inspection en date du 11 avril 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- aucune mesure des émissions sonores n'a été réalisée depuis 2007 alors qu'une périodicité minimale de trois ans est prescrite à l'article 20.4 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 susvisé,
- aucun rapport d'analyses des eaux souterraines n'a été transmis à l'inspecteur de l'environnement depuis 2007 alors que cette transmission doit se faire après chaque campagne de mesures conformément à l'article 32.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 susvisé,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 20.4 et 32.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 susvisé,

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GIE CHALON ENROBES de respecter les prescriptions des articles 20.4 et 32.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société GIE CHALON ENROBES exploitant une centrale d'enrobage sise Rue Joseph Cugnot sur la commune de SAINT MARCEL, est mise en demeure, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 20.4 et 32.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 susvisé en :

- réalisant des mesures d'émissions sonores de son établissement,
- transmettant à l'inspecteur de l'environnement les rapports d'analyses des eaux souterraines réalisés depuis 2007 accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Saint-Marcel, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

MACON, le **- 4 JUIN 2014**

Le Préfet

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Chalon-sur-Saône

Catherine SÉGUIN